

Sont également menacées nos exportations de sucre, d'acier, de poissons, de sel, de framboises, de bleuets et d'autres produits. Il est même question aux États-Unis d'imposer une surtaxe sur toutes les importations, ce qui porterait un dur coup à notre économie. On a calculé qu'une réduction de 10 pour cent de nos exportations suffirait à priver d'emploi 250 000 Canadiens.

La menace ne peut donc être ignorée. Le Canada ne peut se permettre de perdre des emplois ni de les voir constamment menacés. Les arrangements en place ne sont pas satisfaisants. Nous avons besoin d'une meilleure formule pour régler les litiges et les points de friction en matière de commerce, pour trancher les controverses sur les subventions accordées aux industries, à l'agriculture, et à la pêche. En résumé, il nous faut quelque chose de mieux, ne serait-ce que pour préserver les emplois canadiens.

Ce sont là quelques-uns des obstacles dont nous voulons discuter avec les Américains, pour préserver les emplois et la sécurité des Canadiens. Mais qu'en est-il des occasions?

Un arrangement commercial plus efficace, plus équitable et plus ouvert avec les États-Unis créerait de nouveaux emplois et de meilleurs emplois. Il encouragerait les nouveaux investissements, non seulement de l'extérieur, mais aussi des Canadiens, ce qui renforcerait nos industries et accroîtrait leur compétitivité sur le plan international. En d'autres termes, nous vendrions plus de produits non seulement aux États-Unis mais aussi dans le reste du monde. Parce que nous serions plus concurrentiels.

Nombre de producteurs canadiens sont des plus disposés à relever le défi d'un accès élargi à un marché de 250 millions de personnes. Ils ont confiance en leur capacité d'être concurrentiels dans un environnement nord-américain plus sûr. Ils ont confiance en leur capacité en tant qu'administrateurs ainsi que dans les compétences, le savoir-faire et la diligence de leurs travailleurs.

Prenons par exemple le cas de l'industrie pétrochimique canadienne. Compte tenu de l'abondance des ressources naturelles au Canada, en particulier du gaz naturel, et du coût d'exploitation relativement favorable, la pétrochimie représente l'une des industries les plus prometteuses au Canada. Toutefois, c'est une industrie qui a besoin de gros capitaux. Pour être compétitive sur le plan international, il lui faut faire d'importantes économies d'échelle, ce qui suppose un accès sûr et libre à un vaste marché. Chacun de vous pourrait nommer d'autres industries qui seraient heureuses de se tailler une part d'un marché dix fois plus gros que le nôtre.

Pour le moment, le gouvernement a décidé d'inviter les États-Unis à engager des négociations bilatérales sur le commerce. Il se peut qu'il n'y ait pas de négociations si le Congrès refuse d'envisager un accord qui le priverait de la possibilité de menacer le Canada au moyen de projets de loi protectionnistes. Et si les négociations s'amorcent, elles peuvent n'aboutir à rien si Washington exige un prix que nous ne sommes pas prêts à payer. Nous croyons pouvoir conclure une entente qui serait avantageuse pour le Canada. Nous ne nous faisons cependant aucune illusion, et nous savons que les Américains seront des négociateurs intransigeants. Si nous ne pouvons conclure une entente qui soit profitable à l'ensemble du Canada, alors aucune entente ne sera possible.

Il s'agirait de négociations commerciales entre deux États distincts et souverains dont la coopération